

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 5ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2023

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>ANNEXES AU RAPPORT</u>	6
<u>ANNEXE 1 : NOUVEAU REGLEMENT D'INTERVENTION SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES</u> <u>FORCES DE SECURITE ET A LA SECURISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS</u>	8
<u>ANNEXE 2 : NOUVEAU REGLEMENT D'INTERVENTION SOUTIEN A L'EQUIPEMENT EN</u> <u>VIDEOPROTECTION</u>	11
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	14
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	18
<u>ANNEXE 1 : FICHES PROJETS</u>	19
<u>ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME</u>	96

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet, dans le cadre du bouclier de sécurité mis en place par les délibérations n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 et la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016, de participer au financement d'équipements de vidéoprotection, d'équipements des forces de sécurité et de sécurisation des équipements publics et d'aide aux victimes pour un montant total de 2 105 259 € de propositions d'affectations.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Soutien à l'équipement en vidéoprotection.

Le présent rapport propose d'affecter 1 346 930 € d'autorisations de programme (16 dossiers).

2. Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics.

Le présent rapport propose d'affecter 605 429 € d'autorisations de programme (22 dossiers).

3. Aide à l'achat d'une alarme.

Ce rapport a pour objet, dans le cadre du règlement d'intervention « Aide à l'achat d'une alarme » mis en place par la délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021, d'attribuer 29 subventions pour l'achat d'alarme et de proposer l'affectation d'un montant total de 2 900 € d'autorisations de programme (liste présentée en annexe 2 à la présente délibération).

4. Retrait-désaffectation du dossier EX065216 au bénéfice de la commune de Charmentray.

En raison de l'absence des cofinanceurs initialement prévus, il est proposé de procéder à un retrait-désaffectation d'une subvention d'un montant de 16 283 € (CP 2023-117 du 29 mars 2023) pour la Commune de Charmentray pour le projet de soutien à l'équipement en vidéoprotection (N° EX065216).

5. Modification du règlement d'intervention concernant le dispositif « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics ».

Une modification du règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », approuvé par délibération N°CP 16-132 du 18 mai 2016 modifiée, est proposée afin de préciser les dépenses éligibles et de simplifier le contenu des pièces du dossier de demande d'aide régionale (document présenté en annexe 1 du présent rapport).

6. Modification du règlement d'intervention concernant le dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection ».

Une modification du règlement d'intervention « soutien à l'équipement en vidéoprotection », approuvé par délibération N°CP 16-132 du 18 mai 2016 modifiée, est proposée afin de préciser les dépenses éligibles et de simplifier le contenu des pièces du dossier de demande d'aide régionale (document présenté en annexe 2 du présent rapport).

7. « Ma Région Sûre ».

À l'occasion du concours solidaire lancé par le Pôle Ressources Humaines, le projet « **Ma Région Sûre** » a remporté la majorité des suffrages des agents de la Région et a été lauréat du concours.

Ce projet consiste à permettre, au sein des locaux du siège de la région Île-de-France, l'accueil et l'accompagnement des victimes de violence ou d'agressions grâce à une permanence physique. Celle-ci sera mise en place par un marché public dont le titulaire devra fournir une prestation d'accompagnement psychologique et juridique gratuite avec ou sans rendez-vous pour l'ensemble des franciliens.

Dans le cadre de la prestation, le titulaire devra assurer cette permanence pour les victimes suivantes :

- Les personnes victimes d'agressions et harcèlement sexuel et/ou sexiste ;
- Les personnes victimes d'agressions et harcèlement sexuel et/ou sexiste dans les transports en commun ;
- Les femmes victimes de violences conjugales ;
- Les personnes victimes de discriminations liées à l'orientation sexuelle ;
- Les touristes victimes d'agressions sexuelles et sexistes durant les Jeux Olympiques 2024 ;
- Les victimes de terrorisme ;
- Les forces de l'ordre et de secours blessés lors de l'exercice de leurs missions ;

Le titulaire devra également animer des prestations de sensibilisation et de prévention prévues dans le cadre du marché.

La Région, par ce projet, entend poursuivre son action de soutien aux victimes sur son territoire à l'aide de ce nouveau dispositif « **Ma Région Sûre** » dans un esprit d'efficacité et de répondre au mieux à l'accompagnement des victimes sur le territoire.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', with a stylized, cursive script.

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES AU RAPPORT

**ANNEXE 1 : NOUVEAU REGLEMENT D'INTERVENTION
SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES FORCES DE SECURITE ET A
LA SECURISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS**

REGLEMENT D'INTERVENTION REGIONAL

SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES FORCES DE SECURITE ET A LA SECURISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Version consolidée résultant des modifications suivantes :

Délibération n°CP 16-551 du 16 novembre 2016 (adoption)

Délibération n°CP 2017-608 du 22 novembre 2017 (adoption)

Délibération n°CP 2021-386 du 22 septembre 2021 (adoption)

Sous réserve d'adoption : délibération n°CP 2023-342 du 21 septembre 2023

1. Cadre général

Par délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité, la Région entend participer à l'équipement des communes et EPCI d'Ile- de-France, notamment pour lutter contre les cambriolages, l'intrusion non-autorisée dans les lieux recevant du public et plus généralement la délinquance de voie publique.

Le présent règlement d'intervention régional, a été adopté par délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 et complété par les délibérations n° CP 16-551 du 16 novembre 2016, CP 2017-608 du 22 novembre 2017, CP 2021-386 du 22 septembre 2021 et CP 2023-342 du 21 septembre 2023.

2. Bénéficiaires

- les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les établissements publics territoriaux (EPT), y compris pour leurs établissements culturels publics et installations sportives publiques.
- les établissements scolaires et de formation relevant de la compétence de la Région : lycées, lycées professionnels, CFA, établissements de formations sanitaires et sociales.

3. Critères géographiques

Les polices municipales et intercommunales concernées doivent être situées sur le territoire francilien.

Seront prioritaires dans l'examen de leurs demandes et l'attribution des subventions régionales les polices municipales des communes, EPCI et EPT situés en zones de sécurité prioritaire (ZSP), celles-ci étant déterminées par l'Etat.

4. Dépenses éligibles

a. En matière d'équipement :

Sont éligibles, les dépenses concernant la sécurisation des biens municipaux, l'achat de véhicules et l'ensemble des équipements de protection et de défense des polices municipales conformes aux normes techniques arrêtées par le ministère de l'Intérieur (Code de la sécurité intérieure), notamment :

- armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure
- gilets pare-balles
- terminaux portatifs de radiocommunication
- caméras-piétons
- véhicules ainsi que leur sérigraphie et leurs équipements

- caméras embarquées.

Sont éligibles notamment, les dépenses pour les dispositifs anti-intrusion en faveur des équipements publics sur le territoire de la commune, de l'EPCI ou de l'EPT (barrières, clôtures, béliers anti-intrusion, bornes, plots, ...) ainsi que les dépenses de travaux associées.

Sont éligibles notamment, les dépenses liées à l'équipement en portiques de sécurité en faveur des établissements scolaires et de formation relevant de la compétence de la Région ainsi que des établissements culturels publics et installations sportives publiques des communes, EPCI ou EPT.

b. En matière d'équipement immobilier :

Les dépenses de construction, reconstruction ou rénovation des services ou locaux de police municipale, dès lors que ces travaux apparaissent nécessaires au renforcement de la sécurité des agents concernés.

5. Constitution et transmission de la demande

Les demandeurs doivent fournir :

- un dossier descriptif du projet ;
- une copie de la décision de l'autorité compétente qui sollicite une demande de subvention régionale pour équiper sa police municipale ;
- le budget prévisionnel du projet ;
- le calendrier du projet ;
- pour les équipements sportifs et culturels : la capacité d'accueil ;
- pour les communes, EPCI ou EPT : un diagnostic de sécurité commandité par le conseil local ou intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD ou CISPD) dès lors qu'il existe, élaboré avec le concours de la police nationale et/ou de la gendarmerie. Ce diagnostic précise les besoins à couvrir en termes de sécurité et prévention de la délinquance sur le territoire concerné ;

6. Modalités de calcul de l'aide

- Pour les territoires hors ZSP : le taux maximum d'intervention est de 30 % maximum de la dépense éligible hors taxes.
- Pour les territoires en ZSP : le taux maximum d'intervention est de 35 % de la dépense éligible hors taxes.

7. Conventions

L'attribution d'une subvention fait l'objet d'une convention entre la Région et le bénéficiaire.

8. Modalités de versement

Les modalités de versement sont fixées par convention conformément au règlement budgétaire et financier.

9. Contrôle et évaluation

Le bénéficiaire s'engage à transmettre lors de la demande de solde un rapport aux

services régionaux, portant sur l'utilisation et l'efficacité du dispositif, notamment son impact sur les incivilités.

10. Modalités de transmission des demandes d'aides

Le présent dispositif est accessible sur le site extranet <https://mesdemarches.iledefrance.fr>

Contacts

SSP@iledefrance.fr

SOUTIEN A L'EQUIPEMENT EN VIDEOPROTECTION

REGLEMENT D'INTERVENTION REGIONAL

Version consolidée résultant des modifications suivantes :
Sous réserve d'adoption : délibération n°CP 2023-342 du 21 septembre 2023

1. Cadre général

La délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 « Bouclier de sécurité » a décidé de soutenir les communes d'Île-de-France dans la mise en place d'équipements de vidéoprotection pour lutter contre la délinquance de voie publique, et notamment les cambriolages.

Les modalités d'organisation de ce nouveau dispositif ont été adoptées par délibération n° CP 16- 132 du 18 mai 2016, confirmant le choix fait par la Région d'assumer la mise en œuvre d'une politique importante et innovante en matière de sécurité.

Le présent règlement d'intervention régional est complété par la délibération CP 2023-342 du 21 septembre 2023.

2. Bénéficiaires

- Communes ;
- Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;
- Etablissements publics territoriaux (EPT).

3. Critères géographiques

Le projet devra être mené sur le territoire francilien, conformément aux dispositions législatives et réglementaires existantes en matière de vidéoprotection, et notamment l'article L251-2 du code de la sécurité intérieure.

Pour les demandes de soutien et l'attribution des subventions régionales, une priorité sera donnée aux territoires ruraux et aux communes et leurs groupements classés en zone de sécurité prioritaire (ZSP) pour tout ou partie de leur territoire.

4. Dépenses éligibles

Les aides financières attribuées par la région Île-de-France concernent les dépenses d'investissement, et notamment :

- L'implantation de caméras de vidéoprotection sur l'espace public : acquisitions, installations, travaux, raccordements aux bâtiments de supervision, ...
- Les équipements et l'aménagement des bâtiments des Centres de Supervision Urbain (CSU) : équipements informatiques, matériels nécessaires à l'exploitation des images transmises par les caméras du système de vidéoprotection (notamment les logiciels, écrans de contrôle, serveurs, enregistreurs, ...).

En revanche, sont inéligibles :

- Les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, ...
- L'achat, la location ou la réhabilitation des bâtiments hébergeant les centres de contrôle et de supervision.

Les systèmes de vidéoprotection installés devront être conformes aux normes techniques définies par arrêté du ministère de l'Intérieur (article L.252-4 du CSI).

5. Constitution et transmission de la demande

Les demandeurs doivent fournir :

- Une note d'opportunité ;
- Un diagnostic de sécurité commandité par le conseil local ou intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD ou CISPD) dès lors qu'il existe, élaboré avec le concours de la police nationale et/ou de la gendarmerie. Ce diagnostic précise les besoins à couvrir en termes de sécurité et prévention de la délinquance sur le territoire concerné ;
- Une étude technique de vidéosurveillance ;
- La copie de la décision par laquelle l'autorité compétente décide de la réalisation du projet et sollicite une demande de subvention au Conseil régional ;
- La copie de l'autorisation préfectorale d'installation du système de vidéoprotection objet de la demande d'aide régionale ;
- Le budget prévisionnel du projet ;
- Le calendrier du projet ;

6. Modalités de calcul de l'aide

	Taux de financement maximum	Taux de financement maximum si 1 ^{ère} installation
ZSP	40%	50%
Autres territoires	30%	35%

La 1^{ère} installation signifie que la commune ou son groupement ne disposent, à la date de sa demande de soutien régional, d'aucune installation de vidéoprotection.

7. Conventions

L'attribution d'une subvention fait l'objet d'une convention entre la Région et le bénéficiaire.

8. Modalités de versement

Les modalités de versement sont fixées par convention conformément au règlement budgétaire et financier.

9. Contrôle et évaluation des aides

Le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement aux services régionaux un rapport sur l'utilisation et l'efficacité du dispositif.

10. Modalités de transmission des demandes d'aides

Le présent dispositif est accessible sur le site extranet

<https://mesdemarches.iledefrance.fr>

Contacts

SSP@iledefrance.fr

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 5ÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération modifiée n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021 « Mieux vous protéger » ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU la délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité et adoptant le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2023-117 du 29 mars 2023 relative au bouclier de sécurité : 2ème affectation pour l'année 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-342 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 346 930 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 346 930 €, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », au financement d'équipements détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 605 429 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2017-608 du 22 novembre 2017 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 605 429 € disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100103 « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2023.

Article 3 :

Décide d'attribuer des subventions à 29 bénéficiaires d'une aide forfaitaire de 100 € par dossier d'attribution au titre du dispositif « aide à l'achat d'une alarme » adopté par délibération n° CR 2021-056 du 2 juillet 2021, pour un montant total de 2 900 €, et dont la liste est présentée en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de 2 900 €, disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023.

Article 4 :

Décide de retirer la subvention N° EX065216 attribuée à la Commune de

Charmentray pour « le soutien à l'équipement en vidéoprotection » par délibération N° CP 2023-117 du 29 mars 2023 susvisée, au titre de « soutien à l'équipement en vidéoprotection ».

Désaffecte l'autorisation de programme correspondante à 16 283 € disponible sur le chapitre 901 « Sécurité » du code fonctionnel 11 « Police, sécurité, justice » du programme HP11-001 (111001) « bouclier de sécurité », action 11100102 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2023

Article 5 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexes 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

Article 6 :

Modifie le règlement d'intervention « soutien à l'équipement des polices municipales », approuvé par délibération N° CP 16-132 du 18 mai 2016 modifiée, ainsi que suit :

A l'article 1 – Cadre général, 2^{ème} alinéa, la mention « Le présent règlement d'intervention régional, a été adopté par délibération n° CP 16- 132 du 18 mai 2016 et complété par les délibérations n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 et CP 2017-608 du 22 novembre 2017. » est complétée par la mention « CP 2021-386 du 22 septembre 2021 et CP 2023-342 du 21 septembre 2023 ».

A l'article 4 - Dépenses éligibles, au a) 1^{er} alinéa, la mention « Les dépenses subventionnables comprennent la sécurisation des biens municipaux, l'achat de véhicules et d'équipements conformes aux normes techniques arrêtées par le ministère de l'Intérieur (art. L.511-4 du code de la sécurité intérieure, notamment : » est modifiée par la mention « Sont éligibles, les dépenses concernant la sécurisation des biens municipaux, l'achat de véhicules et l'ensemble des équipements de protection et de défense des polices municipales conformes aux normes techniques arrêtées par le ministère de l'Intérieur (Code de la sécurité intérieure), notamment : » ; la mention « ainsi que leur sérigraphie et leurs équipements » est ajoutée ; la mention « véhicules avec caméras embarquées » est supprimée.

Au a), 2^{ème} alinéa, la mention « les dépenses liées à la pose de dispositifs anti-intrusion en faveur des équipements publics sur le territoire de la commune ou de l'EPCI (barrières, bornes, plots, ...) sont également éligibles au financement par ce dispositif » est supprimée et remplacée par la mention « Sont éligibles notamment, les dépenses pour les dispositifs anti-intrusion en faveur des équipements publics sur le territoire de la commune, de l'EPCI ou de l'EPT (barrières, clôtures, béliers anti-intrusion, bornes, plots, ...), ainsi que les dépenses de travaux associées. ».

Au a), 3^{ème} alinéa, la mention « Sont éligibles notamment » est ajoutée et la mention « sont également éligibles au financement par ce dispositif » est supprimée ».

A l'article 5 - Constitution et transmission de la demande, la mention « un courrier officiel de demande d'aide régionale adressé à la Présidente du Conseil régional » est supprimée ; la mention « une copie de la décision de l'autorité compétente qui sollicite une demande de subvention régionale » est supprimée et remplacée par « une copie de la décision de l'autorité compétente qui sollicite une demande de subvention régionale pour équiper sa police municipale » ; la mention « l'engagement à recruter un ou des stagiaires, conformément au dispositif régional '100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens' adopté par délibération du Conseil régional n° CR 08-16 en date du 18 février 2016 » est supprimée.

« L'article 10 – Modalités de transmission des demandes d'aides » est ajouté et les mentions « Le

présent dispositif est accessible sur le site extranet <https://mesdemarches.iledefrance.fr> » et « Contacts SSP@iledefrance.fr » sont ajoutées.

Article 7 :

Modifie le règlement d'intervention « soutien à l'équipement en vidéoprotection », approuvé par délibération N° CP 16-132 du 18 mai 2016 modifiée, ainsi que suit :

A l'article 4 - Dépenses éligibles, la mention « Seront financés : l'achat et la pose des caméras sur l'espace public, les écrans de contrôle, le raccordement aux bâtiments de supervision. » est supprimée et remplacée par la mention « Les aides financières attribuées par la région Île-de-France concernent les dépenses d'investissement, notamment :

- L'implantation de caméras de vidéoprotection sur l'espace public : acquisitions, installations, travaux, raccordements aux bâtiments de supervision, ...
- Les équipements et l'aménagement des bâtiments des Centres de Supervision Urbain (CSU) : équipements informatiques, matériels nécessaires à l'exploitation des images transmises par les caméras du système de vidéoprotection (notamment les logiciels, écrans de contrôle, serveurs, enregistreurs, ...).

Au 2^{ème} alinéa, après les mots « En revanche, sont inéligibles » est insérée la mention « les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements... ».

A l'article 5 - Constitution et transmission de la demande, la mention « Un courrier officiel de demande d'aide régionale adressé à la Présidente du Conseil régional » est supprimée ; la mention « Une étude technique de vidéosurveillance » est ajoutée.

« L'article 10 – Modalités de transmission des demandes d'aides » est ajouté et les mentions « Le présent dispositif est accessible sur le site extranet <https://mesdemarches.iledefrance.fr> » et « Contacts SSP@iledefrance.fr » sont ajoutées.

Article 8 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation d'engagement de 150 000 € dans le cadre de « Ma Région Sûre », disponible sur le chapitre budgétaire 931 « sécurité », code fonctionnel 18 « Autres interventions de protections des personnes et des biens », programme HP18-001 « Prévention – Médiation », action 11800101 « Aide aux victimes » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX070962 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE CLICHY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	617 071,00 € HT	30,00 %	185 121,00 €
	Montant total de la subvention		185 121,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BD JEAN JAURES
92112 CLICHY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémi MUZEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Clichy

Dates prévisionnelles : 23 décembre 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer la sécurité des personnes et des biens, de répondre aux demandes en matière de sécurité, la commune de Clichy-la-Garenne souhaite développer son dispositif de vidéoprotection sur l'espace public à l'aide de 10 caméras supplémentaires (en plus des 87 existantes). Elle entend ainsi sécuriser les lieux sensibles particulièrement exposés afin de lutter de manière plus efficace contre certaines formes de délinquance. En effet, certaines zones du territoire ne sont pas couvertes par la vidéoprotection, des zones criminogènes sont apparues ces dernières années et des projets urbains nécessitent une surveillance particulière.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 19 120€.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (10 caméras)	23 960,00	3,77%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	317 633,00	49,93%
Ecrans de contrôle	275 478,00	43,30%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	19 120,00	3,01%
Total	636 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	185 121,00	29,10%
Subvention Etat FIPD (attribuée)	80 000,00	12,57%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	371 070,00	58,33%
Total	636 191,00	100,00%

DOSSIER N° EX070986 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'HERMERAY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	41 318,00 € HT	35,00 %	14 461,00 €
	Montant total de la subvention		14 461,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE HERMERAY

Adresse administrative : 4 RUE DE LA MAIRIE
78125 HERMERAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Evelyne MARCHAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Hermeray

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Mise en place d'un système de vidéoprotection sur la commune d'Hermeray comportant 12 caméras, dans une démarche de protection des habitants et des biens, dans le but d'éviter les vols, les agressions, les atteintes aux biens, etc.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention s'établit à 35% des dépenses éligibles, hors études, AMO, DOE et formations pour 3 275€ HT.

Localisation géographique :

- HERMERAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 12 caméras	15 476,00	34,70%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	25 842,00	57,95%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	3 275,00	7,34%
Total	44 593,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 461,00	32,43%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	16 754,00	37,57%
Subvention Département (attribuée)	13 378,00	30,00%
Total	44 593,00	100,00%

DOSSIER N° EX071087 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SUCY EN BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	88 517,00 € HT	30,00 %	26 555,00 €
	Montant total de la subvention		26 555,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AVENUE GEORGES POMPIDOU
94371 SUCY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Sucy-en-Brie

Dates prévisionnelles : 17 janvier 2023 - 6 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 39 caméras de vidéoprotection, la commune de Sucy-en-Brie souhaite étendre son dispositif à l'aide de 4 caméras complémentaires et d'écrans de contrôle pour son CSU. Cette installation aura pour objectifs de :

- lutter contre les dépôts sauvages,
- lutter contre la délinquance,
- lutter contre les vols,
- prévenir les agressions des personnes et dégradations des biens.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 8 580€.

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (4 caméras)	47 055,00	48,46%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	13 156,00	13,55%
Ecrans de contrôle, ...	28 306,00	29,15%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	8 580,00	8,84%
Total	97 097,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 555,00	27,35%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	48 548,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	21 994,00	22,65%
Total	97 097,00	100,00%

DOSSIER N° EX071305 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE COURTRY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	23 880,00 € HT	30,00 %	7 164,00 €
	Montant total de la subvention		7 164,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURTRY
Adresse administrative : 52 RUE DU GENERAL LECLERC
77181 COURTRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Xavier VANDERBISE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Courtry

Dates prévisionnelles : 20 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 64 caméras de vidéoprotection, la commune de Courtry souhaite étendre son dispositif à l'aide de 6 caméras supplémentaires. Cette installation aura pour objectifs :

- Dissuader le passage à l'acte,
- Lutter contre l'insécurité,
- Faire diminuer le nombre de faits,
- Faciliter l'identification des auteurs,
- Localiser les lieux d'infraction ou de trouble,
- Faciliter la levée de doute,
- Permettre une intervention plus efficace des forces de l'ordre.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- COUNTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (6 caméras)	23 880,00	100,00%
Total	23 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 164,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	11 940,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	4 776,00	20,00%
Total	23 880,00	100,00%

DOSSIER N° EX072963 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BONDY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	895 665,00 € HT	30,00 %	268 699,00 €
	Montant total de la subvention		268 699,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONDY

Adresse administrative : ESP CLAUDE FUZIER
93140 BONDY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Stephen HERVE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Bondy

Dates prévisionnelles : 21 mars 2023 - 10 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 120 caméras de vidéoprotection, la commune de Bondy souhaite étendre son dispositif à l'aide de 25 caméras supplémentaires. Cette installation sera complétée par du matériel pour le CSU et aura pour objectifs :

- lutter contre les risques d'incivilité et d'insécurité,
- protéger les bâtiments et les lieux publics contre les infractions,
- prévenir les atteintes à la sécurité des personnes et des biens,
- protéger de manière renforcée les plus jeunes aux abords des établissements scolaires.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 201 744€.

Localisation géographique :

- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	607 710,00	55,38%
Ecrans de contrôle, ...	165 455,00	15,08%
Achats de matériels (25 caméras)	122 500,00	11,16%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	201 744,00	18,38%
Total	1 097 409,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	268 699,00	24,48%
Subvention Etat FIPD (attribuée)	142 070,00	12,95%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	686 640,00	62,57%
Total	1 097 409,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074053 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE LIMEIL
BREVANNES**

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	666 435,00 € HT	30,00 %	199 930,00 €
	Montant total de la subvention		199 930,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMEIL-BREVANNES

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94456 LIMEIL-BREVANNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Françoise LECOUFLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Limeil-Brévannes

Dates prévisionnelles : 6 avril 2023 - 25 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 54 caméras de vidéoprotection, la commune de Limeil-Brévannes souhaite étendre son dispositif à l'aide de 14 caméras complémentaires. Ce dispositif aura pour objectifs de :

- protéger les infrastructures,
- dissuader pour éviter les actes malveillants,
- lutter contre le trafic de stupéfiants,
- lutter contre les agressions,
- développer le plan vigipirate.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (14 caméras)	80 416,00	12,07%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	586 019,00	87,93%
Total	666 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	199 930,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	210 000,00	31,51%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	256 505,00	38,49%
Total	666 435,00	100,00%

DOSSIER N° EX074125 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	405 593,00 € HT	30,00 %	121 677,00 €
	Montant total de la subvention		121 677,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY-SUR-SEINE

Adresse administrative : 96 AVENUE ACHILLE PERETTI
92200 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Christophe FROMANTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Neuilly-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 6 avril 2023 - 3 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Actuellement dotée de 90 caméras de vidéoprotection, la commune de Neuilly-sur-Seine souhaite étendre et moderniser son dispositif à l'aide de 14 nouvelles caméras et 24 autres pour remplacer des anciennes. Cette installation a pour objectifs :

- renforcer la sécurité des personnes,
- protéger les bâtiments publics et les installations,
- lutter contre la délinquance,
- lutter contre le trafic de stupéfiants.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 28 801€.

Localisation géographique :

- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (38 caméras)	194 863,00	44,86%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	210 730,00	48,51%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	28 801,00	6,63%
Total	434 394,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	121 677,00	28,01%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	312 717,00	71,99%
Total	434 394,00	100,00%

DOSSIER N° EX074243 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE POISSY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	64 002,00 € HT	30,00 %	19 200,00 €
	Montant total de la subvention		19 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY

Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78300 POISSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sandrine BERNO DOS SANTOS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Poissy

Dates prévisionnelles : 12 avril 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Poissy tend à occuper une position de ville centre pour les communes voisines à l'ouest. En matière de sécurité, la ville s'est inscrite depuis plusieurs années dans une démarche responsable, notamment avec la création de son CSU.

Une nouvelle extension du champ de caméras composée de 3 nouvelles caméras est prévue dans différents secteurs de la commune pour une protection générale, mais aussi afin de mieux visualiser les flux de circulation :

- 1 caméra pour le Musée du jouet,
- 1 caméra pour le gymnase Abbaye,
- 1 caméra au carrefour Robespierre/Saint Sébastien.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 3 caméras	10 464,00	16,35%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	53 538,00	83,65%
Total	64 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	19 200,00	30,00%
Subvention Commune (sollicitée)	44 802,00	70,00%
Total	64 002,00	100,00%

DOSSIER N° EX074277 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE HOUILLES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	582 897,00 € HT	30,00 %	174 869,00 €
	Montant total de la subvention		174 869,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE HOUILLES

Adresse administrative : 16 RUE GAMBETTA
78800 HOUILLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Julien CHAMBON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Houilles

Dates prévisionnelles : 21 avril 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Houilles s'est dotée d'un système de vidéoprotection urbain déployé à partir de 2018. Afin d'améliorer le réseau existant, la ville a engagé un travail d'analyse de son dispositif au regard de ses besoins actuels.

Les 31 caméras actuelles, outre que certaines technologies sont à revoir et que certains emplacements sont inopérants, sont concentrées en cœur de ville. Elles ne répondent donc pas au besoin de sécurité de l'ensemble des habitants. Aussi, afin de mieux connaître les flux entrants et sortants de la commune et de mieux mailler le territoire communal, 57 nouvelles caméras seront installées et une extension de son Centre de Supervision Urbain est prévue.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations pour 6 000€ HT.

Localisation géographique :

- HOUILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 57 caméras	133 200,00	22,62%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	427 847,00	72,65%
Ecrans de contrôle	21 850,00	3,71%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	6 000,00	1,02%
Total	588 897,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	174 869,00	29,69%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	414 028,00	70,31%
Total	588 897,00	100,00%

DOSSIER N° EX074349 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE RAMBOUILLET

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	62 674,00 € HT	30,00 %	18 802,00 €
Montant total de la subvention			18 802,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMBOUILLET

Adresse administrative : 1 PLACE DE LA LIBERATION
78120 RAMBOUILLET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE MATILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Rambouillet

Dates prévisionnelles : 27 avril 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Rambouillet souhaite installer 5 nouvelles caméras pour son système de vidéoprotection. Ce déploiement permettra une extension du maillage en place sur le centre-ville, vers les zones proches des entrées et sorties de la ville. En effet, la commune bien que n'étant pas située en zone de sécurité prioritaire, n'en est pas moins impactée par des vols avec effraction, vols à la roulotte et autres dégradations. Les 5 caméras seront situées :

- giratoire rue Louis Leblanc,
- giratoire rue Albert Einstein / rue de la Grange Colombe.
- giratoire square Kennedy,
- 2 accès Hôtel de ville (entrée principale + accès PMR).

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des seules dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 5 caméras	17 100,00	27,28%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	45 574,00	72,72%
Total	62 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 802,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	31 337,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	12 535,00	20,00%
Total	62 674,00	100,00%

DOSSIER N° EX075102 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	44 592,00 € HT	30,00 %	13 377,00 €
	Montant total de la subvention		13 377,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BALLANCOURT-SUR-ESSONNE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE
91610 BALLANCOURT SUR ESSONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques MIONE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Ballancourt-sur-Essonne

Dates prévisionnelles : 9 mai 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Ballancourt-sur-Essonne, dans le cadre de sa politique de prévention de la délinquance et en corrélation avec le diagnostic de sécurité établi par le référent sûreté de la Gendarmerie Nationale, souhaite accroître le nombre de caméras de son système de vidéoprotection, afin de prévenir au mieux les atteintes à la sécurité et la tranquillité de ses administrés. Le système ayant fait ses preuves, de nouvelles zones stratégiques ont été sélectionnées afin d'être équipées, et l'ajout de 4 caméras est nécessaire.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations.

Localisation géographique :

- BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 4 caméras	20 112,00	45,10%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	24 480,00	54,90%
Total	44 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 377,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	22 296,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	8 919,00	20,00%
Total	44 592,00	100,00%

DOSSIER N° EX075196 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE MONTGERON

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	86 806,00 € HT	30,00 %	26 042,00 €
	Montant total de la subvention		26 042,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Montgeron

Dates prévisionnelles : 15 mai 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Dans le cadre de la lutte contre les cambriolages, la commune de Montgeron souhaite renforcer son dispositif de vidéoprotection en visuel sur des lieux stratégiques de passages (entrées de ville, axe routier principal de circulation) en remplacement de caméras dômes par des fixes et remplacement de caméras dômes en panne. Soit la mise en fonction de 19 caméras : 4 dômes + 15 fixes (lieu d'implantation existant).

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 19 caméras	86 806,00	100,00%
Total	86 806,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 042,00	30,00%
Subvention Commune (sollicitée)	60 764,00	70,00%
Total	86 806,00	100,00%

DOSSIER N° EX075554 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE LUMIGNY NESLES ORMEAUX

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	114 120,00 € HT	35,00 %	39 942,00 €
	Montant total de la subvention		39 942,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LUMIGNY NESLES ORMEAUX
Adresse administrative : 3 PLACE DE L EGLISE
77540 LUMIGNY NESLES ORMEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Pascale LEVAILLANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux

Dates prévisionnelles : 5 mai 2023 - 10 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux souhaite créer un dispositif de vidéoprotection à l'aide de 36 caméras. Cette installation a pour objectifs :

- la lutte contre les actes de vandalismes,
- la lutte contre les actes délictuels (cambriolages, fraudes, ...),
- participer à la résolution d'enquête,
- la protection des personnes.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 4 800 €.

Localisation géographique :

- LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (36 cams)	79 290,00	66,68%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	22 780,00	19,16%
Ecrans de contrôle	12 050,00	10,13%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	4 800,00	4,04%
Total	118 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	39 942,00	33,59%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	29 730,00	25,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	25 464,00	21,41%
Subvention Département (sollicitée)	23 784,00	20,00%
Total	118 920,00	100,00%

DOSSIER N° EX075777 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BOINVILLE-EN-MANTOIS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	38 565,00 € HT	35,00 %	13 498,00 €
	Montant total de la subvention		13 498,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOINVILLE EN MANTOIS

Adresse administrative : MAIRIE
78930 BOINVILLE-EN-MANTOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Daniel MAUREY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Boinville-en-Mantois

Dates prévisionnelles : 25 mai 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Souhaitant améliorer la gestion urbaine en permettant d'observer l'ensemble des problèmes auxquels elle est confrontée (salubrité, sécurité des biens et des personnes, incivilités), la commune de Boinville-en-Mantois a décidé de s'engager dans la mise en œuvre d'un dispositif de vidéoprotection sur l'espace public, comportant 13 caméras.

Le recours à la vidéoprotection d'espaces publics s'inscrit pleinement dans cette volonté de sécurisation des citoyens et des espaces, et permet de répondre à de tels objectifs par son effet dissuasif, mais aussi par la réactivité qu'elle offre à la Gendarmerie nationale appelée à intervenir.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une création hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 35% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- BOINVILLE-EN-MANTOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et installation de 13 caméras	38 565,00	100,00%
Total	38 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 498,00	35,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	7 713,00	20,00%
Subvention Département DETR (sollicitée)	11 570,00	30,00%
Fonds de concours GPSeO (sollicitée)	5 784,00	15,00%
Total	38 565,00	100,00%

DOSSIER N° EX073783 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CARNELLE PAYS-DE-FRANCE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041511-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	181 008,00 € HT	30,00 %	54 302,00 €
	Montant total de la subvention		54 302,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES
CARNELLE PAYS-DE-FRANCE

Adresse administrative : DOMAINE DE LA MOTTE
95270 LUZARCHES

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Monsieur Patrice ROBIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la communauté de communes Carnelle Pays-de-France

Dates prévisionnelles : 14 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Les communes de Mareil-en-France et Villiers-le-Sec, étant de type rural avec des exploitations et terres agricoles à proximité de grands axes routiers, sont particulièrement exposées aux actes malveillants et aux dépôts sauvages dans des zones isolées. La communauté de communes Carnelle Pays-de-France, ainsi que les deux communes impactées, ont engagé un programme conjoint visant à coordonner plusieurs actions : la sécurisation de la zone par la vidéoprotection et une signalétique réglementaire associée : le projet prévoit l'installation de 2 nouveaux points vidéo composés de 9 caméras et raccordés en fibre optique, ainsi que la création de locaux techniques vidéo dans chacune des deux mairies, afin d'optimiser l'exploitation locale des images, en complément de celles transmises au Centre de Supervision Urbain intercommunal.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention

s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études, DOE et formations pour 3 560€ HT.

Localisation géographique :

- MAREIL-EN-FRANCE
- VILLIERS-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 9 caméras	33 518,00	18,16%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	122 087,00	66,15%
Ecrans de contrôle	25 403,00	13,76%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	3 560,00	1,93%
Total	184 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	54 302,00	29,42%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	36 914,00	20,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	37 982,00	20,58%
Subvention Département (sollicitée)	55 370,00	30,00%
Total	184 568,00	100,00%

DOSSIER N° EX077127 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - SI COMMISSARIAT POLICE CANTON TRIEL

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)

Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Imputation budgétaire : 901-11-2041581-111001-300

Action : 11100102- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	816 121,00 € HT	20,01 %	163 291,00 €
	Montant total de la subvention		163 291,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI COMMISSARIAT POLICE CANTON TRIEL
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
78510 TRIEL-SUR-SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur Michel DEBJAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour le syndicat à vocation unique pour le commissariat de police du canton de Triel-sur-Seine (SIVUCOP)

Dates prévisionnelles : 23 février 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Souhaitant améliorer la sécurité des personnes et des biens, protéger ses infrastructures publiques et dissuader les actes délictueux, le syndicat à vocation unique pour le commissariat de police du canton de Triel-sur-Seine (SIVUCOP) s'est engagé dans la refonte du dispositif de la commune de Verneuil-sur-Seine.

Cette démarche a pour but d'améliorer la gestion urbaine en permettant d'observer l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontées les communes membres du syndicat : sécurité des biens et des personnes.

Au travers de cette démarche qui se veut partenariale, le SIVUCOP et ses principaux partenaires entendent lutter plus efficacement contre la délinquance touchant directement la population et sécuriser les espaces publics particulièrement

exposés, espaces d'attractivité commerciale des centres-villes, axes routiers frontaliers denses, espaces verts, zones de cambriolages, espaces de dépôts sauvages, etc.

Le projet de 2023 porte sur le déploiement de 44 caméras.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors études pour 13 650€.

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 44 caméras	166 050,00	20,01%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	650 071,00	78,34%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	13 650,00	1,65%
Total	829 771,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	163 291,00	19,68%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	264 000,00	31,82%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	402 480,00	48,50%
Total	829 771,00	100,00%

DOSSIER N° EX050798 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MAROLLES EN BRIE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	8 016,00 € HT	29,99 %	2 404,00 €
	Montant total de la subvention		2 404,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES EN BRIE

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94440 MAROLLES EN BRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sylvie GERINTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Marolles-en-Brie

Dates prévisionnelles : 8 juin 2020 - 1 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La création d'une police municipale sur la commune de Marolles-en-Brie répond à un engagement de campagne de l'équipe municipale pour lutter contre les incivilités qui nuisent à la tranquillité publique. En effet les habitants souhaitent avoir une police municipale de proximité et de sécurité au quotidien.

Pour l'équipement de ses agents la commune va acquérir :

- 4 gilets pare-balles
- 6 radios.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 Gilets pare-balles	2 956,00	36,88%
6 Terminaux portatifs de radiocommunication	5 060,00	63,12%
Total	8 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 404,00	29,99%
Subvention Etat (sollicitée)	2 694,00	33,61%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	2 918,00	36,40%
Total	8 016,00	100,00%

DOSSIER N° EX071807 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE GONESSE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	767 747,00 € HT	35,00 %	268 711,00 €
	Montant total de la subvention		268 711,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE

Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS
95500 GONESSE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Gonesse

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Le poste de police municipale de la commune de Gonesse est actuellement installé dans un local commercial trop petit au regard des effectifs actuels, inadapté et peu fonctionnel, et ne comporte aucun locaux genrés.

Le projet de développement des forces de sécurité vise à faire monter l'effectif pour atteindre environ 40 personnes. Face à l'impossibilité de délocaliser ce service dans des locaux existants, il convient de construire un bâtiment dédié comportant tous les impératifs dus à l'exercice des missions.

Avec le centre de supervision urbain, les moyens de la police municipale changent de dimension. Les 67 caméras actuellement installées composant le réseau de vidéo protection sur la ville, se doivent d'avoir un local d'exploitation adapté. Installés dans le futur poste de police municipale, les écrans retransmettront en temps réel les images sous l'œil des agents. La complémentarité du centre de supervision avec la police municipale permettra de redéployer les patrouilles en temps réel en fonction des urgences.

Dans le cadre de leurs missions les agents sont soumis à certains risques, y compris dans le local qui

accueil du public. C'est pourquoi ces travaux sont nécessaires afin d'avoir des locaux adaptés, taillés et structurés pour assurer un bon fonctionnement en toute sécurité pour ces agents.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire en ZSP, le taux appliqué est de 35% hors études, formations, AMO, DOE pour 100 500€ HT.

Localisation géographique :

- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	767 747,00	88,42%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	100 500,00	11,58%
Total	868 247,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	268 711,00	30,95%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	377 536,00	43,48%
Autres subventions (sollicitées)	222 000,00	25,57%
Total	868 247,00	100,00%

DOSSIER N° EX073057 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MONTSOULT

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	37 405,00 € HT	30,00 %	11 221,00 €
	Montant total de la subvention		11 221,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTSOULT

Adresse administrative : 21 RUE DE LA MAIRIE
95560 MONTSOULT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Silvio BIELLO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Montsoul

Dates prévisionnelles : 8 avril 2022 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Montsoul souhaite acquérir pour ses agents de police municipale 1 véhicule Skoda Enyaq IV électrique et ses accessoires.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- MONTSOULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 véhicule Skoda Enyaq IV	37 405,00	100,00%
Total	37 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 221,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	17 184,00	45,94%
Conseil départemental et SIGEIF (sollicitées)	9 000,00	24,06%
Total	37 405,00	100,00%

DOSSIER N° EX073409 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BOUGIVAL

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	12 802,00 € HT	30,00 %	3 841,00 €
	Montant total de la subvention		3 841,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOUGIVAL
Adresse administrative : 126 RUE DU MARECHAL JOFFRE
78380 BOUGIVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LUC WATTELLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Bougival

Dates prévisionnelles : 29 mars 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Bougival souhaite acquérir pour les agents de sa police municipale :

- 4 caméras piétons,
- 10 barrières BAVA destinées à la sécurité de nombreuses manifestations de la ville,
- 3 postes de radio portatifs individuels,
- 2 gilets pare-balles,
- 2 gilets airbag pour motards.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- BOUGIVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 Gilets pare-balles	828,00	6,47%
4 Caméras piétons	3 600,00	28,12%
3 terminaux portatifs de radiocommunication	2 103,00	16,43%
Dispositifs anti-intrusion (barrières BAVA)	5 356,00	41,84%
Gilets airbag pour motards	915,00	7,15%
Total	12 802,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 841,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	8 961,00	70,00%
Total	12 802,00	100,00%

DOSSIER N° EX073682 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE ROSNY SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	60 426,00 € HT	30,00 %	18 128,00 €
	Montant total de la subvention		18 128,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SUR-SEINE
Adresse administrative : 64 RUE NATIONALE
78710 ROSNY SUR SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PIERRE YVES DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Rosny-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 12 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Acquisition de deux véhicules de la police municipale de Rosny-sur-Seine, et leurs équipements : Citroen Berlingo et Peugeot Rifter Active. Il est prévu également l'acquisition d'un gilet pare-balles pour équiper un nouvel agent.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 gilet pare-balles	444,00	0,73%
2 véhicules : Citroën Berlingo et Peugeot Rifter Active	59 982,00	99,27%
Total	60 426,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 128,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	42 298,00	70,00%
Total	60 426,00	100,00%

DOSSIER N° EX073854 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'EAUBONNE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	5 107,00 € HT	30,00 %	1 532,00 €
	Montant total de la subvention		1 532,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE EAUBONNE

Adresse administrative : 1 RUE D ENGHIE
95601 EAUBONNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame MARIE-JOSE BEAULANDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Eaubonne

Dates prévisionnelles : 12 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin de renouveler certains équipements dûs au recrutement par la commune d'Eaubonne d'un policier municipal qu'il convient d'équiper, différentes acquisitions sont prévues : 1 gilet pare-balles, 2 radios portatives de télécommunication, 1 pistolet semi-automatique Glock 45.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 gilet pare-balles	345,00	6,76%
Armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure : 1 pistolet Glock 45	551,00	10,79%
2 terminaux portatifs de radiocommunication	4 211,00	82,46%
Total	5 107,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 532,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	500,00	9,79%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	3 075,00	60,21%
Total	5 107,00	100,00%

DOSSIER N° EX074111 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'ARNOUVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	131 847,00 € HT	30,00 %	39 554,00 €
	Montant total de la subvention		39 554,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D ARNOUVILLE
Adresse administrative : 15/17 RUE ROBERT SCHUMAN
95400 ARNOUVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Arnouville

Dates prévisionnelles : 3 avril 2023 - 30 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin de pouvoir assurer leurs missions, il est nécessaire d'acquérir de nouveaux véhicules pour les agents de la police municipale de la commune d'Arnouville. Ces véhicules viendront en remplacement ou en complément des ressources actuelles. A cet effet, l'acquisition de 3 véhicules Citroën e-Berlingo moteur électrique, est prévue.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.) pour 660€ HT.

Localisation géographique :

- ARNOUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
3 véhicules Citroën e-berlingo moteur électrique	131 847,00	99,50%
Carburant, malus écologique, taxes, etc.... (dépenses non éligibles)	660,00	0,50%
Total	132 507,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	39 554,00	29,85%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	62 953,00	47,51%
Autres subventions (sollicitées)	30 000,00	22,64%
Total	132 507,00	100,00%

DOSSIER N° EX074245 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE FRANCONVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	13 964,00 € HT	30,00 %	4 189,00 €
	Montant total de la subvention		4 189,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRANCONVILLE

Adresse administrative : 11 RUE DE LA STATION
95130 FRANCONVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Xavier MELKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Franconville

Dates prévisionnelles : 21 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Franconville-la-Garenne souhaite investir dans une armoire à clés électronique afin de faciliter, d'une part, le travail des policiers municipaux et d'autre part, optimiser et sécuriser la gestion des clés dont ils ont la charge en assurant leur traçabilité.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Ne sont pas éligibles les études, l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO), les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE), les formations, les contrats d'entretien, les extensions de garantie, les abonnements, pour 690 €.

Localisation géographique :

- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Armoire à clés électronique	13 964,00	95,29%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (dépenses non éligibles)	690,00	4,71%
Total	14 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 189,00	28,59%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	10 465,00	71,41%
Total	14 654,00	100,00%

DOSSIER N° EX074340 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE TAVERNY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	26 080,00 € HT	30,00 %	7 824,00 €
	Montant total de la subvention		7 824,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TAVERNY
Adresse administrative : 2 PL CHARLES DE GAULLE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Florence PORTELLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Taverny

Dates prévisionnelles : 26 avril 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Acquisition de 2 motos BMW 850 GS et leurs équipements pour la police municipale de la commune de Taverny, afin de faire évoluer la brigade motorisée.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 motos BMW 850 GS	21 576,00	82,73%
Equipements	4 504,00	17,27%
Total	26 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 824,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	18 256,00	70,00%
Total	26 080,00	100,00%

DOSSIER N° EX074372 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'EMERAINVILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	39 701,00 € HT	30,00 %	11 910,00 €
	Montant total de la subvention		11 910,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE D'EMERAINVILLE

Adresse administrative : 16 PLACE DE L'EUROPE
77184 EMERAINVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain KELYOR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Emerainville

Dates prévisionnelles : 19 avril 2023 - 5 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer les capacités opérationnelles de sa police municipale, la commune d'Emerainville procède à l'acquisition de :

- 1 véhicule Peugeot Expert,
- 4 caméras piétons,
- 4 gilets pare-balles,
- 4 casques de protection,
- 2 Tasers,
- 3 armes Glock 45.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 Gilets pare-balles	2 260,00	5,69%
Armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure (3 Glocks 45 et 2 Tasers)	4 337,00	10,92%
4 Caméras piétons	3 385,00	8,53%
1 Véhicule Peugeot Expert (hors frais de mise en service et d'immatriculation)	29 253,00	73,68%
4 casques de protection	466,00	1,17%
Total	39 701,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	11 910,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	1 000,00	2,52%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	9 031,00	22,75%
Subvention Département 77 (sollicitée)	17 760,00	44,73%
Total	39 701,00	100,00%

DOSSIER N° EX074427 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MONTEREAU-FAULT-YONNE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	12 620,00 € HT	30,00 %	3 786,00 €
	Montant total de la subvention		3 786,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Montereau-Fault-Yonne

Dates prévisionnelles : 21 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer les capacités opérationnelles de sa police municipale, la commune de Montereau-Fault-Yonne procède à l'acquisition de :

- 16 gilets pare-balles,
- 2 caméras piétons,
- 2 radios et 1 base.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
16 Gilets pare-balles	7 794,00	61,76%
2 Caméras piétons	2 677,00	21,21%
Terminaux portatifs de radiocommunication	2 149,00	17,03%
Total	12 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 786,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	6 310,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	2 524,00	20,00%
Total	12 620,00	100,00%

DOSSIER N° EX074443 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE NANTERRE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	5 235,00 € HT	29,99 %	1 570,00 €
	Montant total de la subvention		1 570,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE

Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92014 NANTERRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrick JARRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Nanterre

Dates prévisionnelles : 21 avril 2023 - 11 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer les capacités opérationnelles de sa police municipale, la commune de Nanterre procède à l'acquisition de 7 radios.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
7 Terminaux portatifs de radiocommunication	5 235,00	100,00%
Total	5 235,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 570,00	29,99%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	3 665,00	70,01%
Total	5 235,00	100,00%

DOSSIER N° EX074729 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'EPINAY-SOUS-SÉNART

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	40 616,00 € HT	30,00 %	12 185,00 €
	Montant total de la subvention		12 185,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SOUS SENART

Adresse administrative : 8 RUE SAINTE GENEVIEVE
91860 EPINAY SOUS SENART

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Damien ALLOUCH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Epinay-sous-Sénart

Dates prévisionnelles : 27 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune d'Epinay-sous-Sénart souhaite prendre des mesures suffisantes pour lutter efficacement contre les rodéos sauvages en milieu urbain. En effet, il a été observé une recrudescence de ce phénomène. L'acquisition d'un véhicule de type utilitaire Citroën Jumpy Cabine et ses équipements permet de répondre aux besoins de la police municipale.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- EPINAY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule Citroën Jumpy Cabine	40 616,00	100,00%
Total	40 616,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 185,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	20 308,00	50,00%
Autres subventions (sollicitées)	8 123,00	20,00%
Total	40 616,00	100,00%

DOSSIER N° EX075113 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE PONTOISE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	74 607,00 € HT	30,00 %	22 382,00 €
	Montant total de la subvention		22 382,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE

Adresse administrative : 2 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Stéphanie VON EUW, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Pontoise

Dates prévisionnelles : 11 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Pontoise souhaite étendre son parc automobile, afin de :

- améliorer le service rendu et l'intervention des agents de sa police municipale,
- lutter contre la délinquance,
- préserver les personnes et les biens.

Elle souhaite également étendre son parc deux roues permettant une mobilité plus souple aux agents, notamment lors des patrouilles dans des lieux difficiles d'accès aux véhicules. L'acquisition d'une auto Peugeot 5008 et de deux motos MP3 300, ainsi que leurs équipements est prévue.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'1 auto Peugeot 5008 Active pack et ses équipements	39 358,00	52,75%
Achat de 2 motos Zéro Motorcycles VN DS et leurs équipements	35 249,00	47,25%
Total	74 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	22 382,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	33 573,00	45,00%
Subvention conseil départemental du 95 (sollicitée)	18 652,00	25,00%
Total	74 607,00	100,00%

DOSSIER N° EX075545 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	33 274,00 € HT	30,00 %	9 982,00 €
	Montant total de la subvention		9 982,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE

Adresse administrative : 28 AV DE VERDUN
92390 VILLENEUVE LA GARENNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal PELAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Villeneuve-la-Garenne

Dates prévisionnelles : 4 mai 2023 - 10 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin de renforcer la dotation en équipement de sa police municipale, la commune de Villeneuve-la-Garenne souhaite augmenter la flotte de véhicule de la police en acquérant un véhicule cynophile de type Peugeot Rifter.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 Véhicule Peugeot Rifter (hors frais de mise en service et d'immatriculation)	33 274,00	100,00%
Total	33 274,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 982,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	23 292,00	70,00%
Total	33 274,00	100,00%

DOSSIER N° EX075552 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	28 960,00 € HT	30,00 %	8 688,00 €
	Montant total de la subvention		8 688,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRÉTIGNY SUR ORGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur NICOLAS MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Brétigny-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 16 mai 2023 - 30 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Achat d'un véhicule sérigraphié Hyundai Tucson et ses équipements pour la police municipale de la commune de Brétigny-sur-Orge, dans le cadre d'un remplacement de véhicule hors service.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 véhicule Hyundai Tucson	23 623,00	79,98%
Equipements	5 337,00	18,07%
Gestion administrative, frais de mise en route, frais de livraison (dépenses non éligibles)	577,00	1,95%
Total	29 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 688,00	29,41%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	20 849,00	70,59%
Total	29 537,00	100,00%

DOSSIER N° EX075571 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	5 304,00 € HT	30,00 %	1 591,00 €
	Montant total de la subvention		1 591,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Adresse administrative : PLACE PIERRE SEMARD
94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe GAUDIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Villeneuve-Saint-Georges

Dates prévisionnelles : 10 mai 2023 - 22 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Villeneuve-Saint-Georges souhaite sécuriser le gymnase Roland GARROS à l'aide d'un portail afin d'éviter des dégradations et autres intrusions intempestives.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 portail pour la sécurisation du gymnase Roland Garros	5 304,00	100,00%
Total	5 304,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 591,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	3 713,00	70,00%
Total	5 304,00	100,00%

DOSSIER N° EX075590 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'OZOIR LA FERRIERE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	11 723,00 € HT	30,00 %	3 517,00 €
	Montant total de la subvention		3 517,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE OZOIR LA FERRIERE
Adresse administrative : 45 AV DU GENERAL DE GAULLE
77330 OZOIR LA FERRIERE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François ONETO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Ozoir-la-Ferrière

Dates prévisionnelles : 11 mai 2023 - 15 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Afin d'améliorer les capacités opérationnelles de sa police municipale, la commune d'Ozoir-la-Ferrière procède à l'acquisition de :

- 4 gilets pare-balles,
- 5 vêtements,
- 3 herses anti-intrusion,
- 5 radios.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- OZOIR-LA-FERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 Gilets pare-balles	1 508,00	12,86%
5 Terminaux portatifs de radiocommunication	6 041,00	51,53%
3 Herses	932,00	7,95%
5 vêtements	3 242,00	27,66%
Total	11 723,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 517,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	4 955,00	42,27%
Subvention Département (sollicitée)	3 251,00	27,73%
Total	11 723,00	100,00%

DOSSIER N° EX075785 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CHAMPLAN

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	39 810,00 € HT	30,00 %	11 943,00 €
	Montant total de la subvention		11 943,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPLAN

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91160 CHAMPLAN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christian LECLERC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Champlan

Dates prévisionnelles : 24 mai 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Acquisition d'un véhicule Peugeot E-2008 Active électrique et ses équipements dédié à la police municipale de la commune de Champlan, en remplacement d'un ancien véhicule.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 véhicule Peugeot E-2008 Active électrique et ses équipements	39 810,00	100,00%
Total	39 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	11 943,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	27 867,00	70,00%
Total	39 810,00	100,00%

DOSSIER N° EX075796 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MERIEL

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	4 183,00 € HT	30,00 %	1 255,00 €
	Montant total de la subvention		1 255,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERIEL

Adresse administrative : 62 GRANDE RUE
95630 MERIEL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Louis DELANNOY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Mériel

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

La commune de Mériel souhaite équiper sa police municipale d'un second relais radio et son chargeur multiple, afin d'optimiser une couverture aujourd'hui défailante du fait de la topographie de la commune.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- MERIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un relais radio numérique et son chargeur	4 183,00	100,00%
Total	4 183,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 255,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	2 928,00	70,00%
Total	4 183,00	100,00%

DOSSIER N° EX077249 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE VIRY CHATILLON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041411-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	25 886,00 € HT	30,00 %	7 766,00 €
	Montant total de la subvention		7 766,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIRY-CHATILLON

Adresse administrative : PL REPUBLIQUE
91178 VIRY CHATILLON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Marie VILAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Viry-Chatillon

Dates prévisionnelles : 8 juin 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

Acquisition de 5 gilets pare-balles, 3 portatifs de radiocommunication dans le cadre de l'interopérabilité, et d'un véhicule Peugeot SUV 2008.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30% des dépenses éligibles, hors frais annexes (carburant, malus écologique, taxes, etc.).

Localisation géographique :

- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
5 gilets pare-balles	2 479,00	9,58%
1 véhicule Peugeot SUV 2008	20 170,00	77,92%
3 terminaux portatifs de radiocommunication	3 237,00	12,50%
Total	25 886,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	7 766,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	2 600,00	10,04%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	15 520,00	59,96%
Total	25 886,00	100,00%

DOSSIER N° EX074061 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)

Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017

Imputation budgétaire : 901-11-2041511-111001-300

Action : 11100103- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	836 774,00 € HT	18,10 %	151 450,00 €
	Montant total de la subvention		151 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARPF COMMUNAUTE D
AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE
FRANCE

Adresse administrative : 6BIS AVENUE CHARLES DE GAULLE
95700 ROISSY EN FRANCE

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Pascal DOLL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la communauté d'agglomération Roissy-Pays-de-France

Dates prévisionnelles : 17 avril 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :

- Acquisition de 5 pistolets semi-automatique Glock 17 et 6 gilets pare-balles suite au recrutement de six nouveaux agents.
- Réhabilitation et adaptation d'anciens locaux pour l'installation d'un poste de police municipale intercommunal à Louvres :

La communauté d'agglomération souhaite s'engager dans une démarche de réadaptation des moyens et des locaux de la police intercommunale afin qu'ils soient plus adaptés à ses nouvelles missions, aux normes en vigueur et aux effectifs du service couvrant un large périmètre. En améliorant leurs conditions de travail, ce nouveau poste de police municipale permettra également d'accentuer la sécurité physique des agents, en dotant l'équipement de moyens de protection renforcés, et de préserver davantage la

santé au travail des policiers municipaux, soumis par leur profession à des sujétions particulières.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire en ZSP, le taux appliqué est de 35% des dépenses éligibles, hors formations pour 750€. Le taux est ici de 18,10% des dépenses totales éligibles pour ne pas dépasser les 80% en aides publiques.

Localisation géographique :

- LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
6 gilets pare-balles	2 331,00	0,28%
Armement prévu aux articles R 511-12 et suivants du code de sécurité intérieure : 5 pistolets Glock 17	2 504,00	0,30%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	831 939,00	99,33%
Etudes, Formations, AMO, DOE, ... (non éligibles)	750,00	0,09%
Total	837 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	151 450,00	18,08%
Subvention Etat (sollicitée)	334 576,00	39,95%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	226 498,00	27,04%
Autres subventions (sollicitées)	125 000,00	14,92%
Total	837 524,00	100,00%

ANNEXE 2 : AIDE A L'ACHAT D'UNE ALARME

Dispositif « Aide à l'achat d'une alarme »
9^{ème} liste de bénéficiaires
A consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional